



Dynamiques paysannes

LES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES PAYSANNES EN BOLIVIE : UNE STRATEGIE POUR LE PETIT PRODUCTEUR

Sommaire

Contexte international

Origine des organisations économiques paysannes

Caractéristiques et importance

Approches des organisations économiques paysannes

Principaux problèmes et potentialités

Quelques paradoxes

Conclusions

Réactions

Références

Introduction

Quel est l'avenir de l'agriculture paysanne (appelée également "agriculture familiale" sous d'autres latitudes) dans un contexte de globalisation touchant des pays comme la Bolivie ? Quelles sont les conditions de sa viabilité ? Les organisations économiques paysannes en tant qu'entités associatives représentent-elles une solution, même partielle ou précaire, à une possible viabilité de l'agriculture paysanne bolivienne ? Nous essaierons de répondre à ces questions dans ce numéro de Dynamiques Paysannes.



Bolivie

Distribution géographique	8,3 millions d'habitants; 62,4% urbains, 37,6% ruraux
Population rurale	Depuis 1976, diminution de 20,6%
Revenus	Inférieurs à 2 dollars par jour
Pauvreté rurale	90,8% (selon la méthodologie NBI)
Emploi	Le secteur agricole représente 39% de la population économiquement active (PEA) nationale. En zones rurales, 85% sont orientés vers l'agriculture de subsistance.
Croissance de l'agriculture paysanne	1,3% pour 1,15% de croissance de la population rurale

Le contexte international

La globalisation, l'extension mondiale de l'économie de marché et du commerce international, l'ouverture indiscriminée des marchés du Sud aux produits du Nord et la standardisation de la production mondiale conformément aux critères de qualité imposés par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui menace de s'étendre également à des services tels que la santé, l'éducation et la recherche, imposent des conditions inéquitables aux systèmes économiques précaires des pays du Sud.

En Amérique latine, deux modèles agricoles s'opposent et différencient le secteur rural. D'une part, on trouve une agriculture avec des investissements en capitaux, basée sur l'entreprise et orientée surtout vers l'exportation. Cette agriculture représente environ 10% des producteurs. D'autre part, 90% des producteurs agricoles font partie de l'économie paysanne, avec une activité à petite échelle, où la main d'œuvre familiale est importante et quasiment sans capitaux ni technologie. 20% de ces entités seraient en transition vers le marché.

Origine des organisations économiques paysannes en Bolivie : syndicats, coopératives et initiatives de base

Durant les deux dernières décennies, une nouvelle forme d'organisation paysanne est apparue après une phase de structuration de type syndical et représentatif. Les initiatives qui ont donné naissance aux organisations économiques paysannes en Bolivie datent des années '80 et sont issues des organisations elles-mêmes, de projets lancés par des ONG et – dans une moindre mesure – de l'Etat.

On appelle "organisations économiques paysannes" *différentes formes d'organisations adoptées par les paysans et les petits producteurs ruraux (coopératives, associations, corporations) menant des activités de produc-*

tion, de commercialisation ou de services avec la perspective "affirmée" de fonctionner comme des entreprises autogérées".⁽¹⁾

Trois formes d'organisations économiques paysannes peuvent être recensés :

- les bras économiques des syndicats : ce sont les corporations agricoles paysannes (CORACAS) qui mènent des activités économiques et prennent peu à peu leur autonomie ;
- les anciennes coopératives redynamisées ;
- finalement, des organisations paysannes créées spécifiquement avec des objectifs économiques.

Caractéristiques et importance du secteur

Les organisations économiques paysannes regroupent plusieurs familles rurales poursuivant un objectif économique. En cela, elles se différencient des entreprises familiales. Elles sont contrôlées par leurs membres. Elles sont légalement constituées ou du moins possèdent des instances de coordination, ce qui les distingue de groupements ou réseaux informels.

Elles mènent des activités diverses :

- production agricole, élevage, transformation d'aliments, artisanat, foresterie, pêche ;
- commercialisation sous différentes formes : vente groupée des produits des membres, exportations directes ou en relation avec des exportateurs ; achat en commun d'intrants ; vente en commun d'intrants ; systèmes d'information sur les marchés et les prix ; contrôle de qualité de la production ; et des activités annexes à la commercialisation : transport, stockage, conditionnement ;
- d'autres services : assistance technique, formation, formulation et négociation de projets auprès d'organismes de financement publics et privés, coordination avec des

(1) Devisscher, M. 1996: cité dans Ascarrunz, B. 2004, page 9.

entités similaires, contrats avec des opérateurs sur le marché, relation avec les pouvoirs locaux et les institutions publiques,...

L'absence de chiffres officiels en Bolivie sur ce secteur et sur l'économie et la société paysanne en général démontre qu'il est en quelque sorte "invisible" pour l'Etat. Depuis deux ans cependant, la tendance semble s'inverser : le secteur est reconnu, même s'il n'y a pas de politique en sa faveur. 633 organisations économiques paysannes ont été identifiées. Géographiquement, 47% se situent en zone d'altitude et sur les hauts plateaux (Altiplano), 27% dans la région des vallées et 26% dans les plaines et les zones tropicales. Le nombre de familles associées s'élève à 114.000, parmi lesquelles 87% se consacrent aux activités traditionnelles d'agriculture et d'élevage. Les 13% restants se sont lancés dans des activités novatrices avec un potentiel de développement : artisanat, foresterie, petites unités de transformation, pisciculture et écotourisme. La production biologique occupe une place importante dans les activités des organisations économiques paysannes.

En terme d'emploi, l'unité de production paysanne comprend au minimum le noyau familial (père, mère et enfants). Dans certains cas, ce noyau est élargi à d'autres parents (grands-parents, frères, neveux,...). En général, le noyau familial comprend 5 membres dont 3 sont en âge de travailler ; les familles élargies peuvent compter 8 personnes en moyenne, dont 5 sont économiquement actives. Les organisations économiques paysannes occupent donc au moins 401.406 personnes (32% de la population rurale active) et au maximum 669.010 personnes (56% de la population rurale active). L'emploi généré est très significatif pour l'économie nationale : la population rurale active au sein de ces organisations correspond en effet au taux de chômage en Bolivie.⁽²⁾

Approches des organisations économiques paysannes

Une synthèse des différents travaux réalisés jusqu'à présent permet de tenter une classification des analyses des organisations économiques paysannes.

Approche basée sur l'économique : le principal objectif serait de lier l'économie paysanne avec le marché. La commercialisation commune apparaît comme alternative pour augmenter les revenus familiaux. Les organisations économiques paysannes seraient une voie vers "la modernisation paysanne";

Approche structurelle : les organisations économiques paysannes combinerait technologie, information, personnel, administration,... pour former un système qui s'autorégule. L'accent est mis sur les objectifs et les structures de fonctionnement. Il s'agit d'une vision plus statique.

Approche sociologique : les organisations économiques paysannes seraient en réalité un système où différents acteurs sont en interaction : d'une part, des dirigeants, des membres de base et des cadres techniques ; d'autre part, l'organisation en tant que telle dans sa relation avec l'extérieur (experts, conseillers, coopération internationale, ...) et avec les pouvoirs locaux (municipalités) : l'ensemble est marqué par des prises de décisions qui reflètent les relations de pouvoir et d'influence.⁽³⁾

A ces différentes lectures, on pourrait en ajouter une nouvelle : une vision stratégique qui inclut les précédentes : les organisations économiques paysannes font partie d'une stratégie naissante de développement du petit producteur paysan qui cherche à articuler la sécurité alimentaire avec l'insertion dans le marché en développant les capacités de compétitivité. Cette vision évite de considérer la sécurité alimentaire et le marché comme des réalités séparées mais au contraire, complémentaires.

(2) Villegas, C. Mm., Cochabamba 2004; cité par Soto, C. Exposé pour la troisième rencontre des partenaires de SOS Faim, Cochabamba, 2004; page 6.

(3) Laguna, P. Thèse de doctorat, Wageningen, 2004.

Principaux problèmes et potentialités

Sans rechercher l'exhaustivité, les organisations économiques paysannes sont confrontées aux problèmes suivants :

- un traitement des produits, une commercialisation et un marketing inadéquats ; une mauvaise qualité des produits ;
- un manque d'information et de maîtrise du marché ;
- un accès difficile au capital de travail ;
- un appui faible de facilitateurs externes (institutions publiques, privées et de la coopération internationale) mais aussi une capacité limitée à établir des alliances avec l'environnement (ONG, municipalités, entreprises, secteur public,...);
- des faiblesses pour planifier à moyen et long terme ; une forte tendance à une vision à très court terme ;
- une confusion des rôles entre dirigeants paysans et techniciens, affectant l'efficacité, mettant en cause la rentabilité et parfois même l'existence des organisations ;
- une dépendance marquée vis-à-vis des agences de coopération pour les frais de fonctionnement, ce qui repose la question de la rentabilité.

Par contre, différentes opportunités et potentialités valent la peine d'être citées :

- une organisation solidaire qui représente un espace d'apprentissage et de formation pour les leaders et les dirigeants ;
- une légitimité et une représentativité de ces organisations dans leurs communautés ;
- des économies d'échelle au niveau de la production et de la commercialisation ;
- une certaine neutralisation de facteurs externes et la régulation des marchés et des prix ;
- l'ouverture des marchés pour des produits non traditionnels, surtout biologiques ;
- une intégration progressive dans les pouvoirs locaux.

Quelques paradoxes

Les organisations économiques paysannes doivent rechercher de manière créative un équilibre entre des tendances et des contradictions apparentes dans leur façon d'agir et leur environnement. Examinons quelques exemples :⁽⁴⁾

La rentabilité sociale et l'impact sur les familles versus la rentabilité économique et la viabilité de l'entreprise

L'organisation recherche un impact positif pour les familles associées. Pour l'entreprise, la rentabilité est un facteur clé de succès et de continuité. Une meilleure rentabilité signifie souvent un prix moindre offert aux producteurs. Les deux préoccupations sont donc à la fois contradictoires mais nécessaires.

Par ailleurs, il faut tenir compte que les marges d'une organisation économique paysanne sont difficiles à maintenir dans le temps, en particulier s'il n'y a pas de renouvellement constant du produit qu'elles proposent.

La dimension syndicale versus la dimension économique

Les organisations, boliviennes en particulier, ont tendance à exiger des droits et à fonctionner comme des entités sociales et revendicatives. Ce type d'organisation requiert un leadership fort et mobilisateur. Les organisations économiques paysannes ont besoin d'un autre type de dirigeants, prudents, étudiant bien toutes les alternatives et soucieux du patrimoine de l'organisation. Les dirigeants ont besoin de plus de compétences et de techniques de gestion et moins de "leadership". Mais ils risquent plus de perdre le contact avec la base ou encore que la base soit déçue du peu de résultats concrets obtenus dans leur organisation.

La rotation des charges versus la gestion professionnelle

Sans une rotation minimale des dirigeants et une participation des familles, l'organisation perd le contact avec la base et le sentiment de démocratie participative s'estompe.



(4) Reproduction synthétique de l'exposé de Lucas De Coninck. Troisième rencontre des partenaires de SOS FAIM, Cochabamba, 2004.

Inversement, une rotation excessive provoque une perte d'expérience et de capacité professionnelle.

La petite échelle sociale versus la grande échelle économique

Dans une entité sociale de petite taille, il est plus aisé d'obtenir une participation active et un niveau élevé d'appropriation des membres. D'un point de vue économique, la grande taille favorise la création de bénéfices et le poids de l'organisation sur le marché. Tout l'art consiste à trouver une bonne combinaison d'organisations sociales réduites regroupées en une entité économique de grande taille.

Partir de la production locale actuelle (commercialisation) versus partir de la demande du marché (marketing)

Partir de la production actuelle donne aux producteurs l'avantage d'avoir une meilleure connaissance des techniques de production mais leurs produits ne sont pas reconnus sur des marchés porteurs. Si la demande du marché oriente le choix de la production, les producteurs auront une plus grande rentabilité mais ils rencontreront plus de difficultés d'adaptation aux nouvelles exigences de production. Il est donc important d'adapter leurs produits en essayant que la production reste aisée et qu'ils soient bien acceptés par les marchés.

Le leadership sur les coûts (vendre beaucoup bon marché) versus la différenciation (vendre peu mais cher)

Pour vendre plus avec beaucoup de producteurs, l'organisation peut baser sa stratégie sur la vente massive à un coût compétitif. Cependant, pour assurer sa viabilité et sa rentabilité économique à long terme, l'organisation doit s'assurer de marges bénéficiaires suffisamment importantes. Peu d'entités boliviennes travaillent avec une stratégie de différenciation. Seules quelques organisations économiques paysannes ont d'une certaine manière utilisé cette stratégie.

L'autofinancement et la création de fonds propres versus l'investissement extérieur

Le fait d'exiger l'autofinancement des investissements et des apports des associés favorise une plus grande appropriation par les producteurs. Cependant, ces petits producteurs ont une capacité d'investissement réduite et la croissance est donc très lente. Les avantages offerts aux membres sont dès lors limités.

Un apport élevé de financement extérieur (via une donation ou des participations au capital) permet une croissance plus rapide et une distribution plus élevée des bénéfices aux producteurs associés. Mais dans ce cas, les producteurs vont rapidement considérer l'organisation comme n'importe quelle autre entreprise dans laquelle ils ne sont pas vraiment impliqués : ils vont se comporter comme des associés minoritaires. L'équilibre va dépendre beaucoup des capacités de gestion et de direction.

Le collectif et l'organisation versus l'individuel et l'entreprise

Evidemment, l'"union fait la force" mais le fait d'avoir à se réunir périodiquement pour réaliser des démarches communes augmente les coûts de transaction. Entreprendre seul demande moins de temps et de réunions, mais à terme, "plusieurs têtes pensent mieux qu'une seule".

L'organisation individuelle versus la chaîne productive

Si la production ne demande pas beaucoup de concours externes, il est possible de travailler quasiment sans relation avec d'autres. Pour vendre par contre, il faut participer au marché, uni à d'autres. Les organisations économiques paysannes se centrent sur l'organisation des producteurs vus comme des entités indépendantes. Si l'ensemble de la chaîne productive ne fonctionne pas bien, cela aura un impact négatif sur l'organisation elle-même. Souvent la première réaction est alors de réaliser soi-même ce que les autres ne font pas bien. Mais le risque de dispersion d'énergie guette finalement les organisations. Ne serait-

il pas plus efficient d'appuyer les autres acteurs ou de se coordonner avec ceux-ci pour que l'ensemble de la chaîne fonctionne mieux?

Conclusions : conditions de viabilité des organisations économiques paysannes

Les conditions de l'environnement

Le contexte international actuel évoqué au début de ce texte est certainement défavorable au développement de l'économie familiale et des organisations paysannes en raison, notamment de la globalisation.

Au niveau national, différentes conditions devraient être réunies :

- Un cadre macroéconomique stable et en croissance; un rôle actif de l'Etat dans la politique macroéconomique, rôle promoteur, régulateur et normatif;
- Le producteur ne peut être durablement compétitif si le pays ne l'est pas. L'Etat doit l'appuyer par des discriminations positives et encourager l'équité des opportunités pour les producteurs paysans;
- Peu d'unités agricoles sont des entreprises en Bolivie. Il s'agit d'un signal clair pour l'Etat qui doit créer les conditions pour que l'agriculture paysanne puisse se développer dans des conditions de compétitivité sur le marché interne tout en tirant parti des opportunités du marché international. Cette redéfinition du rôle de l'Etat passe obligatoirement par une (restructuration ou réorganisation) à grande échelle et par une sortie de la passivité de l'administration;
- Et le secteur privé? Il devrait avant tout jouer un rôle complémentaire à celui de l'Etat, pour développer un marché de services à l'agriculture en général et à la production paysanne en particulier..

Conditions internes aux organisations économiques paysannes

- Les organisations économiques paysannes ont quant à elles le défi d'une réorientation vers l'entreprise associative : elles doivent se

doter d'une vision à long terme et améliorer la qualité de leurs ressources humaines;

- Du point de vue économique, les organisations qui se comportent avec sérieux et génèrent des revenus propres ont plus de chances de succès grâce à une rentabilité potentiellement croissante sur le long terme. A ce niveau, l'identification – et l'appropriation – de l'associé est fondamentale, non seulement au niveau social mais aussi économique;
- Les organisations qui ont une gestion basée sur la délégation de fonctions ont un plus grand potentiel et développent une meilleure efficience;
- Du point de vue organisationnel, les études réalisées sur les organisations économiques paysannes en Bolivie ont accordé peu d'attention aux mécanismes d'information interne et de prise de décisions. Or ceux-ci peuvent être très révélateurs des pratiques démocratiques (ou non) de ces organisations. Cette dimension peu analysée est d'une importance politique incontournable pour le mouvement paysan en général dont les organisations économiques paysannes sont une des composantes émergentes;
- Différentes études de cas montrent que quand l'organisation décentralise les fonctions commerciales (elle vend seulement ou elle collecte seulement, par exemple), les chances de succès sont plus importantes. Les risques diminuent également s'il y a une expérience productive antérieure;
- En somme, ces organisations nécessitent un changement de paradigme: dépasser l'assistential pour une vision plus "transactionnelle". Il s'agit en réalité de glissements de catégories : de "bienfaiteur" à "fournisseur"; de "bénéficiaire indifférent" à "client exigeant"; de la "donation et des services gratuits" au paiement des "services et produits"; d'une "orientation vers les besoins" à une "orientation vers la demande"; des "producteurs primaires" à des "membres d'une chaîne de valeurs"; d'"administrateurs de ressources" à "créateurs d'avantages comparatifs".⁽⁵⁾



(5) Gonzales, A. "La commercialisation: opportunités et défis pour l'agriculture à petite échelle", cité dans Soto, 2004.

Bibliographie

Un t'inku con el mercado: cinco estudios sobre organizaciones económicas de base; Beatriz Ascarrunz, ed. CORDAID-SINERGIA 2004, La Paz

"OECAS: tienen futuro?"; César Soto, en PROCAMPO, Revista del Desarrollo Rural, nro. 89 junio 200; CID, La Paz

"El rol de la OECAS en el proceso de desarrollo y estrategias campesinas"; Dicky de

Morré, en Estrategias Campesinas en el Surandino de Bolivia, Annelies Zoomers (compiladora); Plural 1998, La Paz

"Problemas y Potencialidades de las OECAS en su articulación al mercado"; César Soto, Ponencia, seminario PPM, enero 2004, La Paz
"Diez problemas de la OECAS"; Lucas De Conninck, Ponencia III Encuentro de Contrapartes de SOS FAIM en Bolivia, febrero 2004, Cochabamba

RÉACTIONS

Dans chaque numéro, nous vous proposons les réactions de quelques uns des lecteurs aux numéros précédents, le but étant toujours de prolonger le débat et les échanges. N'hésitez pas, vous aussi, à nous faire part de vos réactions !

■ Réaction de Ngimbi Ditsia (Secrétaire exécutif du Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement - RDC) au 3ème numéro de Dynamiques Paysannes:

«J'ai découvert dans le 3ème numéro de Dynamiques Paysannes que l'agriculture demeure la première source de revenus et d'existence pour près de 80 % de la population en Afrique Occidentale comme dans mon pays la RDC et que les agriculteurs ouest africains ainsi que ceux de mon pays et de ma

province connaissent les mêmes contraintes (difficultés d'accès aux facteurs de production, difficultés liées aux ressources humaines, etc.). Au-delà des similitudes, les agriculteurs ouest africains se sont déjà élevés au niveau du combat politique qui vise à mener leurs Etats à les protéger face à la mondialisation. Je rêve d'une telle prise de conscience du paysan congolais qui irait dans le sens de l'organisation d'un mouvement paysan fort et dynamique. L'idée prend corps.»

RÉFÉRENCES

■ Site Internet et bulletins électroniques

www.aopeb.org Découvrez le bulletin électronique de cette association des producteurs biologiques de Bolivie.

www.redev.info Nouveau site sur le développement durable et rural dont le but est de faciliter l'échange d'information et le débat sur différentes problématiques (appui aux organisations paysannes, appui au secteur agricole, politique agricole et sécurité alimentaire).

■ Publications/Ouvrages

Zoom sur l'agriculture Une nouvelle publication du GRET dont l'ambition est de donner notamment des clés de lecture pour permettre aux acteurs du Sud de défendre les intérêts de leurs pays, de leurs populations, de leurs paysans. Info : gret@gret.org

L'exploitation paysanne familiale: moteur de développement Un document sur l'exploitation familiale téléchargeable à cette adresse www.shl.bfh.ch/fed/docs/TASIM-AO_DocTravailNo6-Synthese.pdf



SOS Faim et les organisations paysannes

Depuis 1964, SOS Faim Belgique et depuis 1993 SOS Faim Luxembourg soutiennent des organisations paysannes et de producteurs agricoles dans une quinzaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine.

Leurs actions sont construites autour de trois axes de travail: l'appui au développement institutionnel et organisationnel, le soutien aux activités économiques et la défense des intérêts des producteurs au niveau belge, luxembourgeois et européen.

Dans ce cadre, SOS Faim Belgique et Luxembourg ont créé "Dynamiques Paysannes", un bulletin trimestriel diffusé en français, espagnol et anglais.

Les objectifs de Dynamiques Paysannes sont de:

- faire connaître le plus largement possible les organisations paysannes et de producteurs: quels sont leurs actions et leurs expériences? Quels sont les problèmes qu'elles rencontrent et les solutions qu'elles y apportent? Quelles sont leurs positions et leurs propositions sur des matières qui les concernent?
- créer un espace de débats, d'échange d'expériences et de réflexions sur des thèmes relatifs au développement des organisations paysannes, de l'agriculture et du monde rural;
- informer sur les politiques qui influencent les actions des organisations paysannes du Sud.

Vous pouvez retrouver ce numéro en version téléchargeable en français, en anglais et en espagnol sur le site internet de SOS Faim Belgique www.sosfaim.be et sur le site de SOS Faim Luxembourg www.sosfaim.org

Ce bulletin a été réalisé par César Soto Santiesteban (csoto@mail2.supernet.com.bo), SOS Faim Bolivie.

Vous souhaitez réagir par rapport à la thématique abordée dans ce numéro de Dynamiques Paysannes? Vous voulez donner votre avis, apporter un complément d'information, etc? Contactez-nous : info@sosfaim.be

Contacts

SOS Faim – Action pour le développement
Rue aux Laines, 4 – B 1000 Bruxelles – Belgique
Tél : 32-(0)2-511.22.38 – Fax : 32-(0)2-514.47.77
E-mail : info@sosfaim.be – Site internet : www.sosfaim.be

SOS Faim – Action pour le développement
Résidence "Um Deich" bloc C, 9 rue du Canal
L - 4050 Esch-sur-Alzette – Grand Duché du Luxembourg
Tél : 352-49.09.96 – Fax : 352-49.09.96.28
E-mail : info@sosfaim.org – Site internet : www.sosfaim.org

Dynamiques Paysannes est réalisé avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération au Développement, du ministère des Affaires étrangères belge et du ministère des Affaires étrangères luxembourgeois.

